

<b>Diplôme</b>	<b>MASTER</b>	
<b>Mention</b>	Droit social	
<b>Numéro d'accréditation</b>	20160410	
<b>Etablissements co-accrédités</b>	<input type="checkbox"/> Université Claude Bernard Lyon 1 <input type="checkbox"/> Université Lumière Lyon 2 <input type="checkbox"/> Université Jean Moulin Lyon 3 <input type="checkbox"/> Université Jean Monnet <input type="checkbox"/> Ecole Normale Supérieure de Lyon <input type="checkbox"/> Ecole Centrale de Lyon <input type="checkbox"/> INSA Lyon <input type="checkbox"/> Vetagro Sup <input type="checkbox"/> ENTPE	<input type="checkbox"/> ENSSIB <input type="checkbox"/> ENSAL <input type="checkbox"/> ENSASE <input type="checkbox"/> Institut Mines Telecom <input type="checkbox"/> Université Savoie Mont Blanc <input type="checkbox"/> IOGS Paris-Saclay
<b>Schéma des parcours</b>	<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p> <p>Le Master Droit Social est organisé en deux ans au sein de l'Institut d'Études du travail de Lyon 2 (IETL). Après une première année commune (Master 1 - capacité d'accueil : 100 places), il se compose de cinq parcours diplômants en deuxième année (Master 2 - 100 places réparties en 5 parcours). Deux parcours sont exclusivement proposés en alternance (contrats d'apprentissage et de professionnalisation) : Juriste en Droit Social et en Ingénierie Sociale (JDSIS) et Ingénierie de la Protection Sociale (IPS). Trois parcours sont opérés en formation initiale : Théorie et Pratique du Droit Social (TPDS), Droit et Relations Sociales du Travail (DRESE), Mobilité internationale des travailleurs (MIT). Tous les parcours sont ouverts à la formation continue.</p>	

<b>Objectifs et finalité de la formation (secteurs d'activité et métiers visés)</b>
<p>Le Master Droit social de l'Université Lumière Lyon 2 a pour objectif de former des juristes spécialisés en droit social (droit du travail et droit de la protection sociale). Il est porté par l'Institut d'Etudes du Travail de Lyon (IETL), composante pluridisciplinaire (droit, sociologie, ergonomie) de l'Université Lyon 2 autour des questions du travail. Il est adossé à l'unité de recherche CERCRID (UMR CNRS 5137).</p> <p>Il forme des juristes capables de maîtriser la complexité de ce droit en mutation permanente et de le mettre en œuvre. Ce Master permet l'acquisition des connaissances du droit social dans toutes ses dimensions (droit du travail, droit de la protection sociale, droit social européen et international), susceptibles d'être mobilisées en entreprises (service RH ou service juridique) ou dans des structures dédiées au droit social (cabinets d'avocats, structures de conseil, service « social » des cabinets d'expertise comptable) ou encore dans des administrations et services publics chargés de la mise en œuvre de ce droit (organismes de sécurité sociale, organismes assureurs, France Travail, ministère du travail). Les questions de droit social sont traitées de manière globale, comme elles le sont en entreprise et la formation intègre des enseignements pluridisciplinaires (ergonomie, sociologie du travail et des organisations, gestion des ressources humaines).</p> <p>Les deux années de la Mention droit social sont conçues pour permettre un apprentissage progressif des connaissances nécessaires aux métiers de juristes en droit social et de responsables de ressources humaines.</p> <p>La première année assure un socle de connaissances et de méthodes de travail commun à tous, indispensable pour les spécialisations de deuxième année de master. Elle permet aux étudiants d'acquérir les bases du droit social et une autonomie dans le travail.</p> <p>Dès la première année, les étudiants sont sensibilisés à une approche du travail dans sa globalité, à travers des matières non juridiques, telles la sociologie, l'ergonomie du travail et la gestion des ressources humaines. Résolument pluridisciplinaire, le Master 1 est articulé autour de deux blocs fondamentaux (droit du travail et droit de la protection sociale, en cours magistral et travaux dirigés) et des blocs complémentaires à la fois juridiques (droit commercial, droit pénal en lien avec le droit du travail) et non-juridiques (fort volume d'ergonomie du travail, de sociologie du travail, de gestion des ressources humaines, assuré par les enseignants-chercheurs de ces disciplines de l'Institut d'Etudes du Travail de Lyon). L'anglais juridique est également une composante importante de la formation ; le passage du TOEIC est organisé au sein du Master.</p>

La deuxième année permet, au travers de parcours clairement identifiés, de donner une réelle expertise aux étudiants en favorisant l'insertion professionnelle dans de nombreux débouchés : expertise renforcée dans le domaine de la protection sociale (M2 IPS en alternance) et des mobilités des travailleurs au sein des entreprises multinationales (M2 Mobilité internationale des travailleurs), compétences aux postes de juristes de droit social en entreprise articulés à la gestion des ressources humaines (M2 JDSIS en alternance) et la conduite du dialogue social (M2 DRESE), préparation aux concours d'avocat, de la magistrature, de l'inspection du travail et à la recherche en droit social (M2 TPDS). Ce dernier parcours est le véritable tremplin vers le doctorat.

Tous les parcours présentent un fort niveau de professionnalisation. Les parcours en formation initiale intègrent tous des stages d'une durée moyenne de trois mois. Le parcours TPDS, héritier de l'ancien Master "recherche" et aujourd'hui le parcours le plus généraliste, se distingue sur ce point : la durée du stage (1 mois minimum) est volontairement limitée, afin de mieux préparer aux concours professionnels des métiers du droit ainsi que l'accès au doctorat.

Le Master Droit social de l'Université Lumière Lyon 2 présente une méthode pédagogique originale qui fait sa réputation et sa spécificité au sein du paysage des formations universitaires de droit social : développée par l'Institut d'Etudes du Travail de Lyon (IETL, composante de Lyon 2) depuis plusieurs décennies, la "pédagogie inversée" est inscrite dans l'ADN de la formation. En droit du travail et en droit de la protection sociale, en M1 comme en M2, les travaux dirigés sont sous la responsabilité de groupes d'étudiants, qui animent les séances sous la supervision active des enseignants-chercheurs. Cette technique pédagogique favorise l'autonomie dans les apprentissages et les compétences transversales indispensables à l'intégration professionnelle (facultés d'adaptation, capacité à travailler en équipe, curiosité intellectuelle, gestion du stress, compétences orales). Elle participe de "l'identité" du Master Droit social de l'Université Lyon 2, comme en témoignent les retours positifs des entreprises d'accueil en apprentissage dans la région Auvergne-Rhône-Alpes et leur fidélisation ainsi que la solidarité entre anciens étudiants (offres de stage et d'emploi transmises aux étudiants, vacances d'enseignement assurées par d'anciens diplômés aujourd'hui avocats, juristes d'entreprise, cadres dans des organismes de protection sociale, participation de ces derniers aux journées d'études organisées par l'IETL).

Points forts <sup>1</sup>	Points faibles <sup>1</sup>
<p><b>L'attractivité</b> de la formation est certainement le plus grand point fort du Master. Le Master Droit social attire un très grand nombre d'étudiants chaque année, en très forte augmentation (636 en 2022, 1329 en 2023, 1602 en 2025). Proposant 100 places, le ratio candidatures/places est donc particulièrement élevé. Il est <b>l'unique Master Droit social</b> en France à proposer une spécialisation en mobilité internationale des travailleurs, très demandée sur le marché de l'emploi.</p> <p><b>La diversité de l'offre en M2</b> singularise ce Master au niveau national, car rares sont les établissements à proposer une offre aussi complète. Appréciée des étudiants en ce qu'elle permet une individualisation du parcours de formation, elle est un gage à la fois de professionnalisation des étudiants et de fidélisation des acteurs dans la région Auvergne-Rhône-Alpes (contrats d'apprentissage et de professionnalisation en hausse constante, offres de stage et d'emploi). <b>La mixité de l'équipe pédagogique</b> (universitaires / professionnels), laquelle est de plus en plus ancrée sur le territoire régional, en sort renforcée : un certain nombre d'intervenants sont désormais des anciens diplômés (avocats, juristes d'entreprises) ou des organismes accueillant les étudiants en apprentissage (CPAM, URSSAF, cabinet d'avocats).</p> <p>En lien avec l'attractivité, <b>l'organisation pédagogique originale</b> démarque ce Master des autres formations en droit social au niveau national : place importante de la pluridisciplinarité (opérée "en interne" par les enseignants-chercheurs au sein de l'Institut d'Etudes du Travail de Lyon, composante pluridisciplinaire), pratiques sous plusieurs formes de la pédagogie inversée (expertise de plusieurs décennies au sein de l'IETL). Portée par la composante (IETL), <b>la forte pluridisciplinarité des enseignements</b> est un autre atout important.</p>	<p>La forte attractivité de la formation à l'extérieur (candidatures issues de nombreuses universités sur le territoire national) pallie la faible <b>attractivité interne</b>, laquelle est due à l'organisation des études de droit au niveau de la faculté de droit de Lyon 2 : les TD de droit du travail n'étant pas obligatoires en Licence 3 contrairement aux autres disciplines, les étudiants de Lyon 2 se dirigent donc massivement vers d'autres Master de droit. <b>La communication</b> du Master Droit social a été renforcée par différents canaux à destination des étudiants de Licence de Lyon 2 (notamment : rénovation du site internet, montée en compétences d'un personnel BIATSS de l'IETL en responsable communication).</p> <p>Parmi les cinq parcours de M2, le parcours en alternance 'juriste de droit social et ingénierie sociale' (JDSIS) a fortement gagné en attractivité depuis sa création en 2016. Les étudiants plébiscitent l'alternance et privilégient ce parcours par rapport aux autres. Le <b>risque de déséquilibre des choix des étudiants entre les parcours de M2</b> est identifié. Récemment créé, le parcours en alternance Ingénierie de la protection sociale ne recueille pas encore autant de candidatures. Pour pallier cette faiblesse, des <b>innovations pédagogiques</b> ont été mises en place (conférences présentant les débouchés, retours d'expérience d'anciens diplômés aujourd'hui en poste, cf. CR du comité de perfectionnement). Les enseignements de droit du travail seront aussi renforcés dès l'année prochaine dans cette formation (2025-2026).</p>

<p>Par voie de conséquence, <b>le taux de réussite, le taux d'insertion professionnelle et la satisfaction globale des étudiants sont bons</b> (cf. annexes). Les enquêtes menées auprès des étudiants et des entreprises d'accueil confirment que les contenus et les méthodes pédagogiques sont adaptés aux compétences visées.</p>	
<p><b>Opportunités<sup>1</sup></b></p> <p>Le Master Droit social de Lyon 2 a fait le choix, depuis longtemps, de <b>renforcer l'internalisation de ses formations</b>, en particulier du parcours "Mobilité internationale des travailleurs". A cette fin, il prend appui sur plusieurs réseaux formels et informels :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les partenariats universitaires internationaux développés par l'Université Lyon 2 : chaque année, plusieurs étudiants sont sélectionnés pour effectuer une mobilité internationale d'un semestre d'études dans les universités partenaires de Lyon 2. Le Master privilégie quatre programmes universitaires dans les universités, en cohérence avec ses objectifs de formation. Le renforcement des partenariats entre Lyon 2 et les universités étrangères bénéficie par ricochet au Master Droit social.</li> <li>- les liens professionnels tissés par les enseignants-chercheurs de droit social au niveau international : invitation de professeurs étrangers dans les séminaires de "droit social comparé", participation à plusieurs concours européens (concours de l'OIT - concours remporté en 2024 et 2025 par notre Master, devant une vingtaine d'autres universités ; concours européen de plaidoirie en droit social), visites d'institutions internationales (OIT).</li> <li>- la stratégie de l'Institut d'Etudes du Travail de Lyon (IETL) : les liens avec plusieurs universités québécoises sont en cours de développement. La référente internationale de l'Institut (enseignante-chercheuse en sociologie, en charge de cours dans le Master Droit social) a rencontré plusieurs responsables pédagogiques et des relations internationales des universités de Laval, Ottawa, et de l'université du Québec en Outaouais. Plusieurs projets communs sont actuellement étudiés.</li> </ul> <p><b>La création d'un CFA Lyon 2</b> facilite le portage des formations en alternance.</p> <p><b>Le soutien des anciens diplômés</b> constitue une ressource importante que le Master Droit social souhaite encore plus mobiliser, à travers diverses actions (remise des diplômes, compte LinkedIn, impulsion d'une association de diplômés) portés par la nouvelle équipe de direction de l'IETL (nouvelle direction et la responsable administrative et financière).</p>	<p><b>Menaces<sup>1</sup></b></p> <p><b>L'arrêt du parcours co-accrédité entre Lyon 2 et Lyon 3 a obligé à revoir l'offre de formation.</b> L'IETL a fait le choix de créer son propre parcours en droit de la protection sociale, en alternance (parcours IPS). De son côté, l'université Lyon 3 a diversifié son offre de formation en droit social. L'offre du Master Droit social de Lyon 2 demeure beaucoup plus dense (Lyon 3 ne proposant que deux parcours), mais cette offre parallèle conduit l'IETL à renforcer sa communication et ses partenariats avec les acteurs institutionnels et professionnels (cf. "Forces" ci-dessus).</p> <p><b>La gestion administrative et financière à Lyon 2</b> pourrait encore être améliorée pour trouver davantage de stabilité et de fluidité dans les processus. En particulier, les procédures de recrutement (intervenant professionnels, professeurs étrangers) sont instables, trop complexes, parfois inadaptées (recrutement à l'international), causant préjudice à l'image et au fonctionnement du Master et occasionnant des surcharges de travail importantes à l'équipe administrative.</p> <p><b>Les contraintes budgétaires</b> qui pèsent sur l'université Lyon 2 se répercutent sur le Master Droit social. Le taux d'encadrement au sein de l'IETL est en-dessous de la moyenne de l'établissement (62%), ce qui conduit à une surcharge de travail importante des enseignants-chercheurs en poste. En dépit de ces contraintes, un parcours en alternance a tout de même été créé au cours de la période de référence (parcours IPS) : la charge de travail supplémentaire a pu être absorbée par l'équipe de scolarité de l'IETL et par les EC (chacun est responsable de diplôme ou des études : 1 M1 /5 M2), sans création de poste. La charge est tout particulièrement importante du fait du portage de deux parcours en alternance, ce qui limite leur développement.</p> <p><b>Le développement de l'intelligence artificielle</b> et les menaces sur l'intégrité scientifique, la déontologie et le développement d'une pensée et démarche de recherche personnelles nous obligent à développer des stratégies de bon usage de cette nouvelle technologie et un accompagnement visant à développer la réflexivité des étudiants sur la question. Le Master est tributaire des outils et des formations à destination des enseignants et étudiants de l'université Lyon 2.</p>
<p><b>Inscription de la formation dans les orientations pédagogiques et les priorités thématiques de l'établissement</b></p> <p>En lien avec le développement de l'alternance à Lyon 2, le Master Droit social a ouvert un second parcours en apprentissage en 2022 (parcours IPS, opéré par le CFA Lyon 2).</p>	

<sup>1</sup> Pour rappel, 4 domaines : politique et caractérisation, organisation pédagogique, attractivité/performance et pertinence, pilotage et amélioration continue

Portée par la stratégie d'internationalisation des formations de Lyon 2, les mobilités sortantes (semestre d'études à l'étranger) des étudiants du Master Droit social se sont développées. Elles sont portées par le parcours "Mobilité internationale des travailleurs".

#### **Parcours des étudiants en amont et en aval de la formation**

Cliquez ou appuyez ici pour entrer texte.

Le pré-requis pour l'accès au Master est la Licence en Droit. Par exception, sous réserve de l'excellence du dossier, sont acceptés les diplômés de Licence AES, Licence Sciences Politiques, ainsi que les candidats en formation continue.

Les poursuites d'études possibles sont l'entrée à l'Institut d'Etudes Judiciaires (IEJ), pour la préparation des concours d'avocats et de la magistrature.

Le Master Droit social favorise aussi l'accès au doctorat à travers le parcours Théorie et Pratique du droit social. Chaque année, entre un et trois étudiants candidatent et obtiennent un financement (contrat doctoral, convention CIFRE).

A l'issue du M2, les poursuites d'études sont relativement rares. Hormis quelques étudiants qui vont chercher une spécialisation plus poussée en GRH, la plupart sont en emploi et occupent des fonctions en cohérence étroite avec leur formation. Le taux de poursuite d'études présenté par le Master Droit social s'explique par le fait qu'un certain nombre d'étudiants se dirigent vers des écoles professionnelles : école des avocats, école de la magistrature (voie assez rarement empruntée dans la spécialité), préparation au concours de l'inspection du travail (concours réussi chaque année par plusieurs étudiants issus du parcours TPDS), doctorat (une à trois inscriptions en doctorat avec financement en contrat doctoral ou Cifre chaque année).

#### **Articulation et passerelles avec les formations voisines du même cycle et des cycles antérieur et/ou supérieur**

Cliquez ou appuyez ici pour entrer texte.

#### **Evolution des intitulés de la formation (accréditée et parcours diplômants) pendant la période de référence**

La mention Droit social était co-accréditée entre Lyon 2 et Lyon 3 lors de la période de référence. Ce partenariat, qui n'était réellement effectif que pour un seul parcours spécialisé en droit de la protection sociale, a connu des difficultés de gestion administrative qui ont conduit à son arrêt. Afin de maintenir l'offre de formation, qui présente de très nombreux débouchés, le Master Droit social de Lyon 2 a donc créé son propre parcours : Ingénierie de la protection sociale (IPS) et a choisi de le proposer en alternance.

#### **Perspectives de restructuration envisagées pour le prochain contrat**

Renforcer l'attractivité interne du Master Droit social aux étudiants de licence de Lyon 2.

Continuer de promouvoir le parcours Ingénierie de la protection sociale auprès des étudiants de M1, qui offre de très nombreux débouchés et bénéficie de très bons retours des organismes d'accueil des étudiants en alternance.